NOTE IMPORTANTE : *cette version est une traduction de la version originale anglaise.*

**CENTRE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS SPORTIFS DU CANADA
(CRDSC)
SPORT DISPUTE RESOLUTION CENTRE OF CANADA (SDRCC)**

N° de dossier : SDRCC ST 24-0043

ENTRE :

A.B.

(PARTIE INTÉRESSÉE)

ET

DIRECTEUR ADJOINT DES SANCTIONS ET RÉSULTATS

(DASR)

ET

C.D.

(INTIMÉE)

DÉCISION

Comparutions :

Au nom de la partie intéressée : A comparu en son propre nom

Au nom du DASR : David Kellerman

Au nom de C.D. : Arielle Reeves-Breton

1. Le 31 décembre 2024, j'ai été sélectionnée conformément à l'alinéa 5.3(b) du *Code canadien de règlement des différends sportifs* (le « Code ») afin d'examiner l'appel interjeté par la partie intéressée contre une décision du Directeur adjoint des

sanctions et résultats (« DASR ») rendue le 25 novembre 2024, en vertu du paragraphe 8.6 du *Code*.

2. Le paragraphe 8.6 du *Code* prévoit que la contestation d'une décision du DSR au sujet d'une violation ou d'une sanction sera examinée par instruction sur dossier uniquement, à moins que la Formation de protection n'en convienne autrement. Les parties n'ont pas demandé la tenue d'une audience.
3. Le 21 mars 2025, j'ai rendu ma décision rejetant l'appel, avec motifs à suivre. Voici les motifs de ma décision.

APERÇU

4. Sport Sans Abus est le système indépendant du Canada pour prévenir et contrer la maltraitance dans le sport. Il s'applique aux affaires liées au Code de conduite universel pour prévenir et contrer la maltraitance dans le sport (« CCUMS ») impliquant des participants individuels d'organismes qui ont accepté d'y être assujettis.
5. Les plaintes en matière de maltraitance dans le sport sont déposées auprès du Bureau du Commissaire à l'intégrité dans le sport (« BCIS »), qui a la responsabilité de commander des enquêtes indépendantes. Les rapports d'enquête sont transférés au Directeur des sanctions et résultats (« DSR »), qui prend des décisions en s'appuyant sur le rapport d'enquête.
6. Le DSR est un bureau indépendant qui relève du Conseil des sanctions en matière de maltraitance dans le sport (« CSMS »). Un DSR adjoint (« DASR ») est disponible pour assumer les responsabilités du DSR en cas d'absence du DSR, de conflit d'intérêts ou de responsabilités réel, apparent ou perçu impliquant le DSR, ou pour toute autre raison jugée nécessaire par le CSMS. (Site Web de Sport Sans Abus)
7. La partie intéressée (« A.B. ») est un athlète qui pratique l'haltérophilie. C.D. est une participante et le parent d'un athlète qui pratique ce sport.
8. Le 11 avril 2023, le BCIS a reçu une plainte d'un haltérophile qui alléguait que C.D. avait eu un comportement qui contrevenait au CCUMS. Le 4 septembre 2023, le BCIS a allégué que C.D. avait commis une entrave ou manipulation de la procédure en vertu du CCUMS.
9. Le 24 janvier 2024, le BCIS a engagé un enquêteur indépendant pour faire enquête au sujet de la plainte en conformité avec ses lignes directrices concernant les enquêtes.

10. L'enquêteur indépendant a soumis un rapport d'enquête final au DASR le 26 juin 2024.
11. Le 25 novembre 2024, après avoir examiné le rapport d'enquête, le DASR a publié un Rapport sur les violations et sanctions. Dans ce rapport, le DASR a conclu que C.D. s'était livrée à de la maltraitance psychologique, à de la maltraitance sexuelle et à un comportement prohibé, à savoir une transgression des limites. Le DASR a conclu que C.D. n'avait pas commis d'entrave ou de manipulation à la procédure, ni encore exercé des représailles.
12. Le DASR a imposé deux sanctions pour les violations; premièrement, l'obligation de présenter une lettre au plaignant afin de reconnaître le caractère inapproprié de ses commentaires ainsi que l'effet qu'ils ont eu sur lui, et deuxièmement, l'obligation pour C.D. de suivre un cours pour comprendre l'impact des traumatismes.
13. La partie intéressée ne conteste pas la décision du DASR au sujet des violations. Il fait valoir que le DASR a commis une erreur de droit en ne prenant pas en considération et en n'appliquant pas la section 3.2 du CCUMS lors de sa décision sur les sanctions et n'a pas respecté les principes de justice naturelle.

La décision sur les sanctions

14. La plainte du 11 avril 2023 soulevait 24 allégations de comportement prohibé. L'enquêteur a conclu que les allégations suivantes étaient fondées :
 - C.D. a envoyé trois messages WhatsApp au groupe de discussion de l'équipe indiquant qu'elle prenait des paris sur le nombre de fois qu'un athlète « ajusterait » ses parties génitales avant chaque lever, que la personne dont l'estimation serait la plus proche gagnerait un prix, et qu'elle allait prendre des vidéos pour les hommes du groupe afin de faire le décompte plus tard.
 - C.D. a transmis les informations reçues du BCIS, avec les détails de la plainte, mais sans donner l'identité du plaignant.
15. Après avoir pris en considération le Rapport de l'enquêteur, le DASR a déterminé que C.D. s'était livrée à un acte de maltraitance psychologique visé à la section 5.2.2 du CCUMS. Le DASR a écrit :

[Traduction]

Si je reconnais que le témoin 1, qui était l'objet des commentaires sur WhatsApp, ne s'est pas offusqué de la conversation du groupe en ligne, la conversation aurait pu,

objectivement, causer un préjudice, dans la mesure où, par de multiples commentaires, elle portait sur les parties génitales d'un athlète, au milieu d'une compétition.

Le Rapport [d'enquête] indiquait que les commentaires en ligne avaient mis le plaignant très mal à l'aise. Le plaignant a le droit de s'attendre à ce que les forums de discussion en ligne de l'équipe ne comportent pas ce genre de plaisanteries, même si elles sont faites pour rire, et le plaignant ne devrait pas craindre le jour où l'attention sera mise sur ses parties intimes dans le groupe WhatsApp. Le fait de vivre avec ce genre de menace et la possibilité qu'une discussion de l'équipe puisse dérailler et donner lieu à des blagues qui attirent l'attention sur les parties génitales de membres de l'équipe est objectivement malvenu et intimidant. Il n'est pas nécessaire d'être la cible de la blague, le fait d'être dans son orbite peut également causer un préjudice. (Est souligné dans l'original) (page 9)

16. Le DASR a également conclu que C.D. avait également commis des actes de maltraitance sexuelle et de transgression des limites visés au CCUMS :

[Traduction]

Du fait de leur référence aux parties génitales du témoin 1, les commentaires [de C.D.] avaient une connotation sexuelle. Les commentaires au sujet des parties génitales d'une personne peuvent objectivement porter atteinte à son sentiment de sécurité physique et psychologique. Le plaignant a le droit absolu de savoir que le groupe WhatsApp de l'équipe ne peut pas servir à diffuser ces commentaires.

...

Le groupe WhatsApp de l'équipe n'est pas un forum que l'équipe pouvait raisonnablement utiliser pour afficher de tels commentaires. Si le groupe WhatsApp de l'équipe a hébergé ce genre de commentaires dans le passé, cela ne devrait pas signaler au plaignant et aux autres membres de l'équipe qu'un seuil a été établi par le groupe et que ce seuil devrait être maintenu ou accepté dorénavant (page 10).

17. Le DASR s'est ensuite penché sur les sanctions appropriées pour ces violations, en rappelant que les considérations relatives à l'imposition des sanctions sont guidées par la section 7.4 du CCUMS. Il a jugé que les facteurs suivants étaient pertinents pour son examen :

- *C.D. a semblé reconnaître qu'il n'était pas approprié qu'elle envoie les messages WhatsApp*
- *C.D. a assumé une certaine responsabilité concernant l'envoi des messages*
- *L'enquêteur a estimé que C.D. était sincère à cet égard*
- *L'enquêteur a considéré cela comme un point positif*

- *C.D. ne comprend peut-être pas pleinement pourquoi les messages WhatsApp étaient inappropriés*
- *C.D. n'a peut-être pas compris pleinement que la présence ou l'absence d'impact sur le sujet du message n'est pas le facteur déterminant, l'identité du plaignant non plus.*
- *C.D. s'est volontairement retirée de tous groupes de lutte WhatsApp, car elle ne voulait pas être la cible potentielle d'une future plainte en demeurant membre passive et non active d'un groupe de discussion WhatsApp, et*
- *La décision de C.D. indiquait qu'elle reconnaît sa responsabilité ainsi que la gravité de la situation.*

(p. 12)

18. Le DASR a également jugé que les facteurs suivants prévus à la section 7.4 du CCUMS étaient particulièrement pertinents :

- *L'existence d'un déséquilibre de pouvoir ou le fait que la fonction de C.D. dans l'organisme la plaçait en position de confiance par rapport aux athlètes (section 7.4(a));*
- *C.D. n'avait aucun antécédent ni forme de comportement prohibé ou autre conduite inappropriée (section 7.4(b));*
- *C.D. n'avait pas fait l'objet de conclusions d'une instance disciplinaire ou de sanctions;*
- *C.D. ne posait aucun risque, potentiel ou réel, à la sécurité d'autrui (section 7.4(f));*
- *l'aveu volontaire des infractions par C.D., l'acceptation de sa responsabilité à l'égard du comportement prohibé et sa coopération lors des procédures d'exécution du CCUMS applicables (section 7.4(g));*
- *les réserves de l'enquêteur concernant l'impact réel ou perçu de l'incident sur les personnes concernées, l'organisme de sport ou la communauté sportive de la part de C.D. (section 7.4(h));*
- *l'effet dissuasif pour prévenir une telle conduite à l'avenir (section 7.4(i)); et*
- *l'effet potentiel sur la confiance du public dans l'intégrité du système sportif canadien (section 7.4(j))*

(p. 12)

19. Après avoir pris en considération les violations et les facteurs de la section 7, le DASR a imposé les sanctions indiquées ci-dessus.

Arguments

La partie intéressée

20. A.B. fait valoir que le DASR n'a pas pris en considération et appliqué la section 3.2 du CCUMS et, notamment, qu'il n'a pas reconnu les responsabilités additionnelles de C.D. ni sa position de pouvoir au sein de l'organisme. Il soutient que les sanctions sont déraisonnables et disproportionnées. Il soutient en outre que l'obligation imposée à C.D. de suivre un cours en plus de la formation en matière de sport sécuritaire qu'elle est déjà tenue de suivre en raison de ses fonctions est une sanction « sans conséquence ». Il fait valoir que cela constitue une erreur de droit.
21. A.B. fait également valoir que bien que le rapport du DSR fasse référence à la section 7.4, la décision ne démontre pas comment les facteurs ont été appliqués, ce qui constitue une erreur de droit. Il soutient en outre que le rapport ne fait pas référence à l'alinéa 7.4 (n), qui renvoie aux « résultats souhaités par la ou les personne(s) directement touchée(s) par le Comportement prohibé ». Il soutient qu'il a été directement touché par les commentaires de C.D. et a demandé qu'elle soit démise de ses fonctions. Il dit qu'il doit y avoir une sanction qui est rendue publique, autrement les personnes qui font partie du groupe de discussion WhatsApp [traduction] « auront l'impression que les commentaires qui constituent du harcèlement sexuel de la part d'une personne en position de pouvoir sont acceptables et ne contreviennent pas au CCUMS ».
22. A.B. soutient également que le refus de C.D. d'admettre qu'elle a commis des actes de maltraitance psychologique et sexuelle n'est pas reconnu dans la décision relative à la sanction.
23. A.B. fait valoir par ailleurs que le DSR n'a pas respecté les principes de justice naturelle. Il dit que le Rapport d'enquête contenait un nombre important d'informations masquées, surtout en ce qui concerne la plainte au sujet des représailles, ce qui ne lui permet pas de connaître les raisons et les éléments de preuve qui ont donné lieu au rapport et à l'imposition des sanctions. Il soutient que le caviardage d'importantes informations l'empêche de [traduction] « présenter des éléments de preuve contraires, des témoins et même de savoir si des allégations ont été soulevées contre lui ».
24. A.B. me demande d'imposer une sanction supplémentaire, conformément à l'alinéa 8.6(f) du Code, en démettant C.D. de ses fonctions pour une période de six à douze mois ou, subsidiairement, en exigeant une reconnaissance publique de ses commentaires inappropriés.

25. Dans ses observations soumises en réplique, A.B. reprend les arguments avancés dans ses premières observations, soutenant que le DASR a commis des erreurs de droit qui font en sorte que la décision est déraisonnable, et demande une [traduction] « reddition de comptes publique ».

Le DASR

26. Le DASR fait valoir que les dispositions du CCUMS qui concernent la maltraitance alléguée ont été interprétées et appliquées correctement, qu'il n'y a pas eu d'incohérences de droit ou de fait dans le Rapport d'enquête, que l'enquêteur a présenté en détail les témoignages des témoins et expliqué de quelle manière chacun des témoins a contribué aux conclusions de l'enquêteur, et que les sanctions étaient raisonnables et proportionnées par rapport aux violations établies.

27. Le DASR soutient que A.B. essaie de remettre en litige les questions déjà clairement tranchées par l'enquêteur et n'a pas démontré l'existence d'erreurs de fait ou de droit dans la décision relative aux sanctions.

28. Le DASR dit que les violations n'atteignent pas un degré de préjudice qui justifierait une sanction publique et que les résultats recherchés par A.B. sont disproportionnés par rapport aux violations.

29. Enfin, le DASR fait valoir que le Rapport d'enquête et les 10 Annexes présentent un exposé détaillé et complet de l'enquête menée sur toutes les allégations, que les parties ont eu la possibilité d'examiner le Rapport d'enquête et de soumettre des observations au sujet des violations et des sanctions, et qu'il a ainsi respecté les principes de justice naturelle à l'endroit de A.B.

L'intimée

30. C.D. soutient que A.B. ne s'est pas acquitté du fardeau de la preuve qui lui incombait en démontrant, selon la prépondérance des probabilités, que la décision du DASR au sujet des sanctions constituait une erreur de droit ou que le DASR n'a pas respecté les principes de justice naturelle. C.D. demande que l'appel soit rejeté et que les sanctions soient maintenues.

31. C.D. dit que le DASR a pris en considération les facteurs énoncés à la section 7.4 du CCUMS et à la section 9 du Rapport d'enquête, et qu'il n'a pas tenu compte de facteurs non pertinents.

32. C.D. fait valoir en outre que le rapport du DASR est suffisamment détaillé pour permettre de comprendre le raisonnement du DASR et son application des facteurs fondés sur les conclusions factuelles du Rapport d'enquête.

33. Enfin, C.D. s'appuie sur les observations du DASR en ce qui concerne l'argument de A.B. selon lequel le DASR n'a pas respecté les principes de justice naturelle.

ANALYSE

Le Code

34. Le paragraphe 8.7 du *Code* précise que la décision du DASR au sujet d'une violation ou d'une sanction ne peut être contestée que pour les motifs suivants :

(a) Une erreur de droit, uniquement dans les cas :

- (i) d'interprétation ou application erronée d'un article du CCUMS ou des politiques applicables de Sport Sans Abus;
- (ii) de mauvaise application d'un principe de droit général applicable;
- (iii) d'agissement sans preuve;
- (iv) d'agissement sur le fondement d'une vision des faits qui ne pouvait pas raisonnablement être prise en considération; ou
- (v) d'omission de prendre en considération tous les éléments de preuve qui sont pertinents pour la décision contestée

...

(b) Un manquement à un principe de justice naturelle. L'étendue des droits de justice naturelle accordés à une Partie est inférieure à celle des droits accordés lors d'une procédure criminelle et peut varier selon la nature de la sanction qui peut en résulter.

35. L'alinéa 8.6(b) prévoit que, dans son appréciation de la contestation d'une décision du DSR au sujet d'une violation ou d'une sanction, la Formation de protection applique la norme de la décision raisonnable.

36. La révision selon la norme de la décision raisonnable est une norme de révision rigoureuse, mais déférentielle à l'égard de la décision du DSR au sujet des sanctions (*Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration) c. Vavilov*, 2019 CSC 65). La révision ne vise pas à déterminer si la cour de révision pense que la décision est correcte, mais plutôt si cette décision était raisonnable dans les circonstances.

37. *Vavilov* a déterminé que pour conclure qu'une décision est déraisonnable, la cour de révision doit être convaincue « qu'elle souffre de lacunes graves à un point tel qu'on ne peut pas dire qu'elle satisfait aux exigences de justification, d'intelligibilité et de transparence » et qu'elle n'est pas « justifiée au regard des

contraintes factuelles et juridiques pertinentes qui ont une incidence sur celle-ci » (par. 102) [note de la traduction : il s'agit des par. 99 et 100, et non du par. 102].

38. En outre, une décision peut être déraisonnable en l'absence de raisonnement rationnel et logique ou si elle n'est pas « justifiée au regard de l'ensemble du droit et des faits pertinents » (par. 105).
39. *Vavilov* exige qu'une décision soit évaluée « eu égard au raisonnement sous-jacent à celle-ci afin de s'assurer que la décision dans son ensemble est transparente, intelligible et justifiée ». Les facteurs à prendre en considération sont les suivants :
- a. le régime législatif applicable;
 - b. tout autre principe législatif ou principe de common law pertinent;
 - c. les principes d'interprétation des lois;
 - d. la preuve portée à la connaissance du décideur;
 - e. les observations des parties;
 - f. les pratiques et décisions antérieures de l'organisme administratif; et
 - g. l'impact potentiel de la décision sur l'individu qui en fait l'objet.
40. La décision d'un organisme administratif ne doit pas être jugée au regard d'une norme de perfection et n'est pas une évaluation semblable à une chasse au trésor, phrase par phrase, à la recherche d'une erreur (*Vavilov*, par. 91 et 102).

Le CCUMS

41. La section 2.4 du CCUMS énonce les principes suivants pour guider les décisions relatives aux comportements prohibés et aux sanctions qui en découlent :
- l'harmonisation;
 - l'exhaustivité;
 - l'équité;
 - la prise en compte des traumatismes;
 - une approche fondée sur des preuves;
 - une administration indépendante;
 - la proportionnalité;
 - une approche fondée sur l'avis d'experts.

42. La section 7.2 établit les types de sanctions qui peuvent être imposées. Elle prévoit qu'en cas de comportement prohibé avéré, une ou plusieurs des sanctions suivantes peuvent être imposées :

- excuses verbales ou écrites (7.2.1)
- formation (7.2.3)

43. La section 7.4 prévoit que les sanctions doivent être proportionnées et raisonnables par rapport à la maltraitance qui a eu lieu et énonce les facteurs pertinents non exhaustifs suivants à prendre en considération pour décider de la sanction appropriée à imposer : la nature et la durée de la relation de l'intimé avec les personnes concernées, notamment l'existence d'un déséquilibre de pouvoir ou d'une position de confiance, toutes conclusions antérieures d'une instance disciplinaire, la maltraitance d'un mineur ou d'un participant vulnérable, l'existence d'un risque, potentiel ou réel, pour la sécurité d'autrui, ainsi que l'aveu volontaire des infractions par l'intimé et l'acceptation de sa responsabilité à l'égard du comportement prohibé.

Décision

Le DASR a-t-il commis une erreur de droit?

44. Je ne suis pas convaincue que la décision du DASR était déraisonnable ou qu'il a commis une erreur de droit en décidant des sanctions appropriées pour C.D.

45. La preuve démontre que le DASR a pris en considération plusieurs sections du CCUMS, notamment les sections 2.4, 7.3 et 7.4. Il a pris en considération les conclusions factuelles (qui n'ont pas été contestées) du Rapport d'enquête et a appliqué à ces faits les principes établis pour guider sa décision relative aux sanctions.

46. Le DASR n'est pas obligé d'énoncer chacun des principes séparément. Il a indiqué ceux qui étaient pertinents pour sa conclusion générale et le fait qu'il n'ait pas énoncé chacun de ces facteurs expressément ne constitue pas une erreur de droit ni une interprétation ou une application erronée du CCUMS. Je conclus que de manière générale, la décision du DASR est intelligible et transparente.

47. A.B. soutient que le DASR n'a pas [traduction] « pris en considération et appliqué » la section 3.2, or cette section énonce les objectifs généraux du système Sport Sans Abus. C'est la section 7.4 qui établit les facteurs à prendre en considération pour décider des sanctions à imposer et non pas la section 3.2. Je n'ai relevé aucune erreur de droit dans la prise en considération par le DASR des principes ou facteurs qui doivent guider sa décision au sujet des sanctions. Je ne

suis pas convaincue que le DASR a interprété ou appliqué le CCUMS de façon erronée.

48. Si A.B. est en désaccord avec la décision du DASR au sujet des sanctions, ce désaccord ne veut pas dire que la décision du DASR était déraisonnable. Je serais peut-être parvenue à une conclusion différente si j'avais été à la place du décideur, néanmoins je n'ai aucune raison de modifier la décision du DASR dans la mesure où je suis convaincue qu'il a pris en considération tous les facteurs appropriés et les a appliqués aux conclusions factuelles. Je conclus que c'est effectivement le cas.

Le DASR n'a-t-il pas respecté les principes de justice naturelle?

49. La justice naturelle est un droit procédural, dont la teneur varie selon les circonstances. Au minimum, elle inclut le droit à un avis, la possibilité de répondre et le droit à un décideur impartial.

50. La Politique de Sport Sans Abus concernant les violations et les sanctions (entrée en vigueur le 19 juin 2024) prévoit que le DSR a la responsabilité d'examiner le Rapport d'enquête final et de le remettre à chacune des parties à la Plainte « et aux Parties intéressées lorsqu'il est approprié de le faire » conformément à cette Politique, sous réserve de tout caviardage jugé approprié conformément aux Politiques et procédures. Le DSR donne aux parties la possibilité de lui présenter des observations finales concernant les conclusions de l'enquête et les sanctions appropriées.

51. Bien que A.B. ait reçu une copie caviardée du Rapport d'enquête et de dix Annexes, ni le CCUMS ni les Lignes directrices du BCIS ne prévoyaient qu'il fallait lui remettre une copie intégrale et non caviardée. La Politique de confidentialité du BCIS a pour objet de s'assurer que les renseignements recueillis durant le traitement d'une plainte demeurent confidentiels et ne sont divulgués par le BCIS « qu'aux personnes qui interviennent de façon appropriée dans le processus » (incluant les témoins), selon le principe du « besoin de savoir » (Politique de confidentialité du BCIS, entrée en vigueur le 20 juin 2022).

52. Je ne suis pas convaincue que A.B. avait droit à une copie intégrale non caviardée du Rapport d'enquête. Je suis convaincue que les renseignements qu'il a reçus étaient suffisants pour lui permettre de présenter des observations utiles et que c'est ce qu'il a fait.

53. Je ne peux pas conclure que le droit à la justice naturelle ou la possibilité d'être entendu au sujet de la question des sanctions ont été refusés à A.B.

CONCLUSION

54. L'appel est rejeté.

FAIT LE : 27 mars 2025, à Vancouver (Colombie-Britannique)

Carol Roberts, Arbitre